5. CONFERENCE DE MONSIEUR TABATA HIROKUNI

M. Tabata Hirokuni, professeur de droit du travail à l'Institut des Sciences sociales de l'Université de Tôkyô, a donné une série de conférences à la SFEJ- Paris 7 (le 15 décembre), à l'Université Lille 3 (le 18 décembre), et à l'EHESS - Centre Japon (le 20 décembre). Le texte ci-dessous reprend l'ensemble de ces conférences.

LIBERALISME ECONOMIQUE ET AUTORITARISME POLITIQUE

Il me semble que la société japonaise d'aujourd'hui est plongée dans un certain malaise socio-économique. Alors que pendant les années 70 et 80 beaucoup estimaient que l'économie japonaise s'apprêtait à prendre la tête sur l'échiquier mondial, elle s'est enfoncée depuis l'éclatement de la bulle économique dans une interminable dépression. Force est de constater que la « gestion à la japonaise » et la pratique de l'emploi à vie, longtemps considérées comme le secret de la puissance de l'économie japonaise, sont désormais condamnées pour leur inefficacité, et que le système de management à l'américaine est très apprécié comme étant la « norme globale ». De nombreux Japonais sont déconcertés de voir que la tempête de la « logique de marché », expression jusqu'à présent peu familière, fait rage en ce moment. Dans un climat incertain lié aux menaces de pertes d'emplois, suite à la restructuration des entreprises régie par la loi du « marché », de nombreuses personnes, très inquiètes pour leur sort, n'ont pas trouvé d'alternative à la « logique de marché ». C'est dans une telle situation que le cabinet Koizumi a pu s'installer grâce à un soutien national sans précédent.
Le cabinet Koizumi établi en avril 2001 a obtenu un taux de soutien national record. Selon le sondage d'opinion d'Asahi Shinbun mené en juillet dernier, ce taux s'est élevé à 84 %. Les sondages menés par d'autres médias dénotent également un taux extrêmement élevé. La retransmission des débats parlementaires a atteint un taux d'audience inhabituellement élevé. C'est ainsi qu'un nouveau phénomène s'est produit : la politique fait désormais partie intégrante des émissions « people » pour les ménagères.Néanmoins, plusieurs personnes tirent la sonnette d'alarme contre ce taux de soutien excessivement élevé. Des écrivains tels que Takamura Kaoru et Ochiai Keiko craignent que ceci n'entraîne un climat totalitaire. « Ce qui nous effraie réellement vient au début sous les traits d'un masque d'idole ». Ce spot publicitaire du parti social-démocrate pour les élections de la Chambre haute a finalement cessé d'être diffusé par décision des chaînes télévisées privées. La raison en était que ce spot revenait à porter une accusation contre la personne de Koizumi. De même, les protestations sont arrivées en foule par téléphone et par fax dans les bureaux des hommes politiques qui avaient critiqué le premier ministre Koizumi lors des débats parlementaires retransmis à la télévision. On peut sans doute dire qu'une telle réaction fanatique du peuple renferme un risque de populisme, un risque de dévier largement du cadre démocratique.
Pourquoi cette grande popularité du cabinet Koizumi s'est-elle produite ? Quelle signification la politique des « réformes structurelles » porte-t-elle ? Tout en me servant de ces interrogations comme pistes, j'aimerais explorer particulièrement les caractéristiques structurelles de la société japonaise et certains aspects récents dans ma présentation d'aujourd'hui.

1. La « Popularité de Koizumi » et la politique

À propos des résultats des sondages d'opinion effectués juste après la mise en place du gouvernement de Koizumi, le secrétaire général du cabinet, Fukuda Yasuo, a fait remarquer que ces résultats sans précédent étaient dus à la très mauvaise réputation du gouvernement Mori.

Autrement dit, le retrait en soi du très impopulaire Mori, précédent premier ministre, aurait permis à la population de nourrir un grand espoir dans le nouveau. Cependant, il s'est avéré plus tard qu'on ne pouvait expliquer cela par une telle raison simpliste. Car d'après les sondages d'opinion effectués après un certain temps, le taux de soutien n'avait pas baissé. Il n'est pas possible d'expliquer ce phénomène par la popularité temporaire acquise par M. Koizumi à la suite de l'alternance des personnalités gouvernementales.
Qu'est-ce qui a donc engendré ce taux de soutien exceptionnel au gouvernement Koizumi ?

Personnalité de M. Koizumi
La popularité du gouvernement Koizumi peut d'abord être attribuée à son caractère personnel. C'est un *gentleman* physiquement mince, surnommé « le Lion » en raison de sa chevelure. Il est divorcé, donc actuellement célibataire. Son passe-temps favori est d'écouter de la musique et il paraît que c'est un admirateur de « Glay », groupe japonais apprécié des jeunes. Ses aspects personnels se distinguent nettement de ceux de ses prédécesseurs ou collègues du PLD et correspondent à la sensibilité des jeunes et des femmes. Le monde politique était considéré comme étant très éloigné du monde des jeunes et du monde populaire. On peut toutefois dire que M. Koizumi est parvenu à changer l'image de la politique. Au premier jour du lancement du magazine électronique de Koizumi, un million d'abonnements a été enregistré. À l'intérieur de ce magazine, on trouve ses messages personnels dans une rubrique « *Lion heart* (Coeur de lion)». C'est ainsi qu'il a acquis une grande popularité auprès des femmes. Il est devenu l'objet d'une adulation au même titre que les *tarento*, idoles des émissions de variétés. On a vu apparaître un groupe de femmes qui collectionnent les affiches de M. Koizumi en gros plan ainsi que les produits dérivés, et qui l'appellent par son diminutif « Jun-chan ». «Koizumi» est désormais un phénomène de mode. Certes, ces femmes n'ont pas été motivées par une raison politique mais dans la mesure où les propos de M. Koizumi concernent la « politique », elles en sont venues en quelque sorte à accroître leurs connaissances sur la « politique ».
Le premier ministre Koizumi utilise délibérément un langage accessible. Alors que jusqu'à présent les hommes politiques lisaient souvent ou plutôt toujours un manuscrit préparé par des bureaucrates pour répondre à des questions durant les débats parlementaires, M. Koizumi s'exprime avec ses propres mots sans regarder le manuscrit ou presque. Les textes préparés par les bureaucrates sont difficiles à comprendre pour des gens ordinaires, puisqu'ils ont recours à des notions et des termes administratifs. Si les émissions de débats parlementaires ont enregistré un taux d'audience très élevé, c'est parce que son langage était aisément compréhensible pour beaucoup de gens. Non seulement des jeunes, mais aussi la majorité des gens des milieux populaires se sont rendus compte de la simplicité de son langage par rapport aux autres hommes politiques. De surcroît, le choix de ses ministres est qualifié d'événement sans précédent : il a passé outre la règle traditionnelle de la constitution du cabinet qui consiste à nommer un membre de chaque faction du PLD à tour de rôle, par conséquent il a nommé cinq femmes ministres et un jeune économiste au poste de ministre chargé de l'Économie. En particulier, la ministre des affaires étrangères Tanaka Makiko constitue le pilier du gouvernement Koizumi en raison de sa grande popularité. Ancien universitaire, le ministre chargé de l'Économie et des Finances Takenaka Heizô est devenu la coqueluche des médias qui le considère comme le protagoniste de la réforme économique. Shiokawa Masajûrô, ministre des Finances, doyen des ministres, en est venu à jouer le rôle de « gentil papy » grâce aux effets de la grande popularité de son cabinet. Son surnom « Papy Shio (*Shio-jii*) » vient du « Papy Hide (*Hide-jii*) », personnage du manga de Sakura Momoko « Chibi maruko-chan », extrêmement populaire.

En un mot, le procédé politique de Koizumi a consisté à former avec succès un gouvernement qui est en parfait accord avec la sensibilité quotidienne des masses populaires. Grâce à son procédé, non seulement un taux de soutien record a été enregistré mais Koizumi est également parvenu à acquérir le soutien des médias qui avaient jusqu'à présent pour coutume de critiquer le gouvernement.

Mori et Koizumi
À l'époque du prédécesseur de Koizumi, Mori Yoshirô, le taux de soutien au PLD est descendu jusqu'à 13 %. À l'approche des élections municipales de Tôkyô en juin 2001, les conseillers municipaux du PLD ont éprouvé un sentiment de crise face à la baisse très nette du taux de soutien pour le PLD. Ils ont refusé de reproduire la photographie de Mori sur les affiches électorales, un conflit s'est ouvert entre le siège du PLD et le PLD de Tôkyô. Toutefois, la défaite de ce parti lors des élections municipales de Tôkyô était considérée comme inévitable.
L'impopularité de Mori Yoshirô s'est manifestée à la suite des négociations à huis clos. Mori a été choisi comme Président du PLD lors de réunions en petit comité (4 à 5 personnes) qui se sont tenues dans un hôtel, à la suite du décès brutal de son prédécesseur, Obuchi Keizô. Cette circonstance a fait contraste avec le processus par lequel M. Koizumi a été élu comme Président du PLD. Tout au long du chemin menant M. Mori du poste du Président du PLD à celui de premier ministre, il fut critiqué sévèrement par l'opinion publique. Mori était, dès le début de son mandat, dépourvu de « légitimité ». Je crois que tout le monde est au courant de ses propos tenus pendant son mandat de premier ministre. Il suffisait que le peuple entendît des propos sur « le pays divin » ou des propos comme « Les électeurs n'ont qu'à rester couchés (le jour des élections) » pour être dégoûté. Le taux de soutien au cabinet Mori a ainsi plongé aux pires instants jusqu'à 9 %. En effet, l'accusation de l'opinion publique envers Mori a en quelque sorte créé un climat favorable pour « le coup d'État de Katô Kôichi » qui a pourtant échoué. Toutefois, malgré une telle accusation, le cabinet Mori continuait à conserver un mode de gouvernement traditionnel à la manière du PLD grâce à l'aide de la majorité au sein du PLD (faction Hashimoto), dans laquelle le secrétaire-général Nonaka Hiromu avait joué un rôle capital.
Il semble que la popularité de Koizumi soit née justement de la réaction à l'impopularité du gouvernement Mori. Beaucoup de Japonais ont accueilli l'entrée en scène du gouvernement Koizumi comme un événement capable de chasser les nuages gris. Cependant, ces mêmes Japonais semblent avoir oublié que Koizumi était justement le grand leader de la faction Mori, et qu'il constituait l'un des piliers du gouvernement Mori.

La toile de fond du phénomène Koizumi et sa stratégie
Après que Mori Yoshirô eut déclaré sa démission, M. Nonaka fut considéré comme son successeur le plus en vue. Car c'est une éminence grise de la plus grande sensibilité du PLD, et de plus il est très apprécié pour son grand talent de politicien nécessaire pour naviguer dans le monde traditionnel de la vie politique du PLD. Toutefois, l'opinion publique présageait que le successeur de Mori ne changerait pas la vie politique japonaise de fond en comble. Il était au coeur du pouvoir exécutif du gouvernement de Mori. Si M. Nonaka s'est retiré de la bataille de la succession par un refus catégorique contrairement à sa bonne réputation générale, c'était sans doute parce qu'il était assez perspicace pour comprendre les fluctuations éventuelles de l'opinion publique. Par ailleurs, depuis le « coup d'État de Katô Kôichi », l'opinion publique espérait beaucoup que la politique se rénoverait.
C'est dans de telles circonstances que M. Koizumi s'est porté candidat aux élections à la présidence du PLD. Mais M. Koizumi, qui avait déjà candidaté pour ce poste par deux fois,

était considéré comme le leader de la petite faction obligé d'accepter le sort de l'éternel candidat. On estimait que la possibilité pour lui d'être élu lors des élections au sein du PLD était minime. Si les campagnes de ces élections avaient été semblables aux élections précédentes, il n'y aurait probablement pas eu de possibilités pour que M. Koizumi soit élu. Sa victoire a été rendue possible grâce à deux tactiques ingénieuses. L'une consistait à encourager fortement la candidature de Hashimoto Ryûtarô, le chef de file de la plus grande faction du PLD. La faction Hashimoto estimait d'abord qu'il était périlleux à tous les points de vue d'élire au poste de Président du PLD Koizumi l'excentrique. En outre, l'élection d'un membre de la faction Hashimoto pour ce poste était hautement probable, étant donné que Katô, longtemps considéré comme la prochaine candidature sérieuse, avait échoué. Puis, Hashimoto était encore relativement jeune, bien qu'il eût déjà été premier ministre. Pour lui, c'était la deuxième occasion inespérée. On ne sait pas quelles démarches concrètes le camp de Koizumi avait entreprises mais beaucoup pensent que cette stratégie concernant la candidature de Hashimoto revient à M. Koizumi. La deuxième tactique consistait à renouveler le style de la campagne des élections du Président du PLD. Comme ces élections sont organisées par des membres et des parlementaires du PLD, il était de coutume de mettre l'accent sur deux activités, celle d'acquérir le plus de voix possible de parlementaires par le biais de tractations entre factions, et celle de consolider l'organisation des comités de soutien (*kôenkai*) en mobilisant les élus locaux et les associations professionnelles. Or, Koizumi n'attachait pas beaucoup d'importance aux votes au sein du Parti. En réalité, il a fait grand cas de la campagne électorale dans la rue, et a en particulier prononcé des discours en plein air (*gaitô enzetsu*) devant un public nombreux et non pas devant les membres du PLD. Il paraît que les apparatchik du Parti ont mis Koizumi plusieurs fois en garde afin qu'il abandonne une telle méthode insolite.

Ces deux tactiques ont brillamment été couronnées de succès. Koizumi a remporté une victoire écrasante lors des élections auprès des élus locaux, alors que Hashimoto n'a gagné que dans deux départements dont l'un était son assise locale. Pourquoi en fut-il ainsi?

La première clé de cette énigme se trouve cachée derrière les actions des conseillers municipaux de Tôkyô cités plus haut. Ils étaient accablés par le taux de soutien stagnant au PLD, et ce en raison de la mauvaise réputation du cabinet Mori. En revanche, pendant ses discours en plein air devant le public, Koizumi a surtout insisté sur la mise en cause de la politique menée par le PLD. Il l'appelait le « recommencement pour déconstruire le PLD ». Il était exceptionnel que celui qui briguait le mandat du président du Parti accusât le Parti. Il était tout aussi exceptionnel que la campagne électorale fût destinée au grand public et non pas aux membres du PLD. Néanmoins, ses discours en plein air très critiques à l'égard du Parti ont eu beaucoup de succès auprès du grand public, ce qui a contribué à consolider le soutien pour le PLD mené par Koizumi. Il semble que le public, de plus en plus mécontent du gouvernement Mori, a interprété le message de Koizumi visant à dissoudre le PLD comme la voix qui rompt avec le statu quo. Le soutien de Koizumi par les électeurs a donné un impact immédiat à l'attitude des élus locaux du PLD. Ils se sont massivement ralliés au camp de Koizumi. Il a réussi une opération de contournement en attirant l'opinion publique en dehors de son parti.

Ensuite, la deuxième question est de savoir pourquoi Hashimoto n'a pas pu remporter la victoire. Hashimoto n'a pas pu prédire le changement des attitudes des militants de base. Il estimait qu'il pourrait surmonter les primaires auprès des militants en menant une campagne traditionnelle auprès des organisations professionnelles. Il faut dire que Hashimoto est un héritier direct du système PLD. La victoire de Koizumi en dit long : c'est justement à cause des fonctionnements traditionnels du PLD que les Japonais restaient mécontents. En outre, Hashimoto lui-même n'avait plus le soutien du grand public. L'opinion publique se souvenait encore aisément des mesures d'austérité prises pendant son mandat de premier ministre, qui avaient aggravé la

conjoncture économique. Par ailleurs, l'échec de Hashimoto portait une signification importante pour Koizumi. Cela signifie non seulement une simple victoire aux élections à la présidence du PLD mais aussi la diminution de l'influence de la plus grande faction du Parti en raison de la prise de fonction de Koizumi au sein du Parti. La condition sine qua non pour qu'un représentant d'une petite faction comme Koizumi obtienne le leadership était d'acquérir le poste de Président du PLD en organisant des élections et non pas en négociant entre factions, et aussi en vainquant Hashimoto.

Une telle relation entre le premier ministre Koizumi et le groupe majoritaire du Parti a été également observable lors des élections de la Chambre Haute en juillet 2001. La méthode de Koizumi, qui consistait à freiner le groupe majoritaire en élargissant le soutien direct du public japonais, a été aussi couronnée de succès lors des élections de la Chambre Haute : presque tous les parlementaires du PLD ont apporté leur soutien à Koizumi. De même, du fait que Koizumi avait défini le PLD comme le « Parti du changement », il est parvenu non seulement à remporter la victoire aux primaires au sein du Parti, mais aussi à asseoir son hégémonie au sein du groupe majoritaire. Lors des élections du Président du PLD, qui ont eu lieu à la suite de celles de la Chambre Haute, la réélection de Koizumi a été décidée sans examen d'autres candidatures.

La destruction créatrice

Ce style de campagne électorale pour les primaires, c'est-à-dire la méthode visant à encercler le groupe majoritaire en faisant appel directement au public, est devenu désormais sa démarche politique de base. Le soutien écrasant au gouvernement de Koizumi se fonde sur la situation de cul-de-sac et le mécontentement général vis-à-vis de la conjoncture actuelle. Il n'a donc pas lancé de slogan de projet politique du type « nous mettrons en place telle ou telle bonne mesure », comme c'était le cas pour tous ceux qui étaient au pouvoir jusqu'à présent. En revanche, son slogan utilisait des expressions telles que « démolir », « supprimer » le système et les institutions. On appelait souvent son style politique « révolution de Koizumi ». Ainsi, le Conseil pour la politique économique et budgétaire a déclaré, dans son projet « Réformes structurelles de l'économie et des finances », qu'il viserait à réaliser la « destruction créatrice », expression chère à Schumpeter, grand économiste d'origine autrichienne d'avant-guerre (1883 - 1950).

Le processus conduisant à la mise en place du gouvernement Koizumi est révélateur du changement du processus politique du Japon. Il s'agit, d'une part de la structure traditionnelle de la domination du PLD jusqu'au gouvernement Mori, d'autre part du rejet de cette structure par le gouvernement Koizumi. Le passage au gouvernement Koizumi signifie que le public ne peut plus se contenter de la structure traditionnelle de la domination. Cependant, il est encore trop tôt pour affirmer ce qui viendra après cette structure traditionnelle.

2. L'aventure du gouvernement Koizumi

L'élection du premier ministre au suffrage universel et la révision constitutionnelle

Le premier ministre Koizumi a plaidé l'idée selon laquelle une révision constitutionnelle devrait être menée en s'appuyant uniquement sur une mise en place des élections du premier ministre au suffrage universel. C'est l'ancien premier ministre Nakasone Yasuhiro qui tenait absolument à ce projet de l'élection du premier ministre au suffrage universel. L'objectif était de doter le chef du pouvoir exécutif d'un fort leadership. Dans le cas de Koizumi, la grande popularité pour sa personne lui a donné matière à réflexion sur ce projet. Il a pensé que fort d'un soutien infaillible des Japonais, il pourrait exécuter des réformes audacieuses grâce à un éventuel système d'attribution d'un grand pouvoir à un premier ministre. On peut dire que la situation est

semblable à celle du Général de Gaulle qui est parvenu à attribuer un plus grand pouvoir appelé « pouvoir personnel » au chef de l'État sous la Vème République. À propos de la critique contre les comportements arbitraires de M. Koizumi, il a expliqué lors d'une conférence de presse ce qui suit : « Ma méthode ne relève pas d'un style fascisant... J'ai déterminé l'orientation générale avec le soutien du public. Le puissant leadership et la dictature fascisante sont les deux faces de la même médaille... Si on n'écoute pas les voix du plus grand nombre, on plonge dans une dictature » (30 juin 2001, *Asahi shinbun*).

Toutefois, sa revendication pour l'élection du premier ministre au suffrage universel dissimule un autre objectif. Il s'agit de réviser la constitution en instaurant l'élection du premier ministre, projet susceptible de rassembler un grand soutien national. Afin de mettre en place cette élection, il est nécessaire de changer le contenu de la constitution. La constitution en vigueur prévoit que le premier ministre est nommé par les parlementaires siégeant à la Diète (Constitution japonaise, article soixante-sept alinéa un). Les calculs de Koizumi seraient les suivants : il faudrait profiter du simple sentiment national selon lequel « il n'est pas normal qu'un homme politique dépourvu d'un soutien national comme Mori soit nommé premier ministre » ou encore « le premier ministre doit être directement élu par le peuple ». Si l'on guide ainsi l'opinion publique vers la nécessité d'une révision constitutionnelle pour l'élection du premier ministre, la révision constitutionnelle pourra être aisément acceptée par le peuple.

La constitution japonaise n'a jamais été révisée depuis sa promulgation en 1946. C'est parce que, comme tout le monde le sait sans doute, les défenseurs de la constitution en vigueur et les partisans de la révision de la constitution se sont opposés autour de l'article neuf qui prévoit le principe de la paix démilitarisée tout au long de la période de l'histoire politique de l'après-guerre. Le défenseurs de la constitution continuent à s'opposer à toute tentative de révision constitutionnelle, car ils considèrent cette tentative comme une éventuelle menace au principe du pacifisme. D'autre part, le mouvement pour la révision constitutionnelle qui a été actif durant les années 1950, s'est affaibli après que le courant dominant du PLD eut adopté une ligne politique donnant la priorité à « l'armement léger et à la croissance économique » grâce au parapluie du Traité de sécurité nippo-américain durant les années 1960, et de ce fait, ce même courant dominant avait décidé d'adopter une nouvelle orientation qui consistait à expliquer la présence des *Jieitai* (Forces dite d'autodéfense) en élargissant au maximum l'interprétation de la constitution (*kaishaku kaiken*). Il en allait de même pour la grande majorité de la population : s'il tolérait la présence des *Jieitai*, il s'opposait à la modification de l'article 9. C'est ainsi que la Constitution japonaise n'a jamais connu de révision jusqu'à présent à cause de l'affrontement concernant l'article 9. Du point de vue des partisans de la révision, ces derniers diraient que l'allergie collective contre la révision est née chez les Japonais.

Son projet d'une élection du premier ministre au suffrage universel avait d'abord pour but de supprimer cette allergie à la révision constitutionnelle. Si on arrive à faire passer la révision constitutionnelle afin d'instaurer l'élection du premier ministre, qui rencontrerait peu d'opposition, on pourrait ouvrir la voie à la révision constitutionnelle. Cela faciliterait également la modification de l'article 9 et ainsi de suite. Les partisans de la révision soulignent souvent que « la Constitution n'est pas le *Fuma no taiten* (grand code impérissable) ». Le *Fuma no taiten* désigne la Constitution de Meiji, constitution instituée par *Meiji tennô*. Ces partisans veulent donc dire que la Constitution japonaise n'est pas un code sacré dont le contenu ne doit pas être remanié comme la Constitution de Meiji. Autrement dit, pour eux, le premier pas pour briser l'impasse constitutionnelle et la structure politique dont elle découle consiste à opter pour une nouvelle idée selon laquelle on n'a pas le droit de réviser la Constitution. J'aimerais vous donner des informations complémentaires ici. Si depuis les années 1950, la révision constitutionnelle n'était pas possible, c'est parce qu'il existait une opposition idéologique entre

les défenseurs de la Constitution et les partisans de la révision non seulement sur l'article 9 mais aussi sur les idées fondamentales concernant les droits de l'homme et la vision de la société dans la Constitution. Les défenseurs de la Constitution appréciaient la démocratie ainsi qu'une société axée sur les droits de l'homme régis par la Constitution en vigueur, alors que les partisans de la révision préfèrent voir une société d'avant-guerre régie par la Constitution de Meiji, et ce en insistant sur le renforcement du système impérial, en mettant l'accent sur les obligations du peuple et le rétablissement du système d'*ie* (famille comme dernière unité politique). En d'autres termes, ces deux courants se sont opposés autour du principe fondamental de la Constitution en vigueur, à savoir l'affrontement entre l'idée en faveur d'une société japonaise constituée sur le modèle de celle de l'avant-guerre d'une part et l'idée en faveur d'une société proposée par la démocratisation de l'après-guerre. Il est naturel que le consensus national concernant la révision ne puisse pas être obtenu lorsqu'une telle opposition fondamentale persiste.

M. Koizumi a annoncé également qu'il était nécessaire d'accorder le droit collectif à l'autodéfense. Selon l'interprétation des gouvernements du PLD jusqu'à présent, le droit collectif à l'autodéfense dépasserait le cadre constitutionnel. Le projet de M. Koizumi consisterait à réaliser une révision constitutionnelle uniquement par l'instauration de l'élection du premier ministre au suffrage universel, et lors de l'étape suivante, à réviser l'article 9 de la Constitution. On peut dire que le spot publicitaire du Parti social-démocrate « Ce qui nous effraie réellement... » est un signe de clairvoyance à propos de l'intention de Koizumi. Néanmoins, on ne pense pas qu'il poursuive la révision constitutionnelle en tant que détenteur d'une idéologie qui se veut un retour au système de l'avant-guerre. Sa personnalité et ses préférences se montrent différentes de celles des hommes politiques conservateurs en quête d'une société de l'avant-guerre. Il est vrai que M. Nakasone attend beaucoup de M. Koizumi mais il semble que ce dernier ne soit pas celui qui souhaite rétablir l'ordre de l'avant-guerre ainsi que l'autorité du *tennô* comme M. Nakasone. La visite officielle au sanctuaire Yasukuni n'est aucunement l'expression d'un militarisme d'avant-guerre ou d'un rétablissement du *shintô*. Son discours naïf sur « en quoi est-il mauvais d'exprimer ses condoléances à ceux qui sont morts pendant la guerre ? » relève d'une logique qui ignore le processus historique du sanctuaire Yasukuni. Cette logique s'apparente à la logique employée par M. Koizumi pour la question des réparations financières de l'État lorsqu'il a reconnu clairement la responsabilité de l'État à propos de la ségrégation des patients atteints de la lèpre. L'autorité patriarcale fondée tant sur la hiérarchie mythologique du régime impérial que sur le système d'*ie* au service de l'État d'une part et la soumission individuelle à cette autorité d'autre part n'ont pas beaucoup d'aspects en commun avec ses préférences pour le groupe « Glay » ou encore pour l'opéra. Il semble que M. Koizumi, considéré comme un « excentrique » parmi les hommes politiques du PLD, ait une mentalité de petit bourgeois typique du Japon contemporain pourvu d'une sensibilité « ahistorique », qui erre dans les hauts et les bas de la conjoncture actuelle. C'est aussi pourquoi il a fait un tabac auprès du grand public.

Ainsi, ce que M. Koizumi vise par une révision constitutionnelle, ce serait l'indépendance du Japon dans la politique internationale d'aujourd'hui, et non pas la société japonaise de l'avant-guerre dans le passé. Les idées répandues dans les années 1950, qui réclamaient un retour au Japon de l'avant-guerre n'ont plus de réalisme. Ce que M. Koizumi souligne, ce n'est pas le rétablissement du système familial traditionnel, mais la construction de cent mille crèches et le projet de la parité entre hommes / femmes qu'on a constaté dans la nomination des ministres. Il est clair que les axes d'opposition séparant les défenseurs de la Constitution et les partisans de la révision, les conservateurs (*hoshu*) et les progressistes (*kakushin*) ne sont plus valables. Certes, il est évident que M. Koizumi, qui appartenait à *Seirankai*, groupe ultraconservateur, se

positionne à l'aile droite du Parti. Toutefois, son principe politique relèverait d'un nationalisme rationnel, différent de l'« ultranationalisme » du Japon de l'avant-guerre de celui de l'« *uyoku* », l'extrême-droite.
Cela dit, de toute manière, on doit admettre que fort d'un soutien record du public, Koizumi relève un défi difficile, celui de la révision constitutionnelle qu'aucun cabinet ne pouvait affronter. Cela mérite d'être nommé l'aventure de M. Koizumi.

Réformes structurelles de l'économie

M. Koizumi a déclaré dès la formation de son gouvernement que les questions cruciales seraient le rétablissement des finances ainsi que les réformes structurelles de l'économie. Le Conseil pour la politique économique et budgétaire, mis en place en janvier 2001 à la fin du mandat de Mori, est désormais devenue un organe chargé de l'élaboration des projets. Le Conseil pour la politique économique et budgétaire est un organe consultatif du premier ministre. Il a pour mission d'examiner et déterminer les lignes fondamentales concernant la gestion économique et financière et l'organisation budgétaire (Article 19 de la loi de l'installation du cabinet). Selon l'avis du pouvoir exécutif, il aurait été possible de faire de cet organe une simple instance consultative dépendante. Cependant, le premier ministre Koizumi a décidé d'attribuer à ce Conseil un pouvoir réel, extrêmement important.
« Le projet fondamental concernant les réformes structurelles de la gestion économique et de la société économique » qu'a élaboré le Conseil (le 21 juin 2001) déterminera réellement l'orientation principale des mesures économiques et financières du gouvernement. Ce « Projet » vise à « produire une croissance économique en déplaçant par la "destruction créatrice" la main-d'oeuvre et le capital à partir des secteurs de rendement peu élevé vers les secteurs de croissance dotés d'un rendement et de besoins élevés ». Selon le « Projet », une telle transformation de la structure économique « progresse à travers le "marché" et la "concurrence" ». Par conséquent, leurs mots-clés sont le « principe du marché » ainsi que la « responsabilité pour soi ». Manifestement, ce document est caractérisé par l'idée de l'« économie de marché ». Le ministre chargé de l'économie et des finances Takenaka Heizô, qui a rédigé le projet, est un économiste du courant néo-classique considéré comme un « économiste du marché ». Pour lui, la quintessence des « réformes structurelles » n'est autre que « réformer de fond en comble les réglementations, les pratiques et les institutions » qui empêchent le bon déroulement du marché.
Après la réunion du Conseil, le premier ministre Koizumi a fait part de sa détermination : il s'agit de « travailler pour les réformes structurelles dans tous les domaines possibles », « il n'y a pas de croissance sans réforme ». L'orientation du Conseil est devenue officiellement celle du gouvernement à la suite de le décision du cabinet du 26 juin. Ensuite, le Conseil a décidé que la question du budget de l'État de l'année prochaine serait de son ressort. Il a ainsi fait une percée dans l'organisation du budget, sphère traditionnellement considérée comme le monopole de la Direction du budget du ministère des Finances.
Ce qui révèle symboliquement le pouvoir du Conseil, c'est que le cabinet Koizumi s'efforce de changer radicalement la procédure de la décision politique concernant l'économie et les finances. Les grandes lignes de la politique économique ont été élaborée jusqu'ici conjointement par le Comité des études des mesures politiques du PLD (*seisaku chôsakai*) et les bureaucrates spécialisés dans le domaine de l'économie. Autrement dit, tout en se servant des connaissances et du savoir-faire des bureaucrates spécialisés en économie, le PLD avait l'habitude de recueillir les demandes de ses parlementaires afin d'élaborer des mesures politiques. Au sein du PLD, les parlementaires spécialisés (*zoku giin*), qui jouent le rôle de porte-parole de chaque groupe d'intérêts selon le domaine d'application, avaient pour rôle de faire refléter les intérêts de la société économique dans la mise en oeuvre de la politique. C'est le Comité des études des

mesures politiques du PLD qui jouait le rôle de coordinateur des demandes provenant de chaque domaine. Si un tel processus d'élaboration de mesures politiques était efficace pour consolider la base des électeurs pro-PLD, dans le même temps, la politique mise en oeuvre par le gouvernement était encline à maintenir le *statu quo*, puisqu'elle reflétait fortement les demandes des groupes d'intérêts présents. On appelle ce type de système « politique pour répondre à des intérêts spécifiques » (*rieki yûdô seiji*), à savoir le clientélisme à la japonaise. En revanche, le budget de l'État était, la plupart du temps, le monopole de la Direction du budget du ministère des Finances. La répartition budgétaire qui repose sur les revendications des groupes d'intérêts de chaque ministère, est évaluée par le ministère des Finances, à qui incombe finalement la lourde tâche de rédaction de l'ébauche du projet budgétaire. Si les hauts fonctionnaires du ministère des Finances étaient considérés comme l'élite de l'élite, c'était parce que ce ministère s'était doté d'un pouvoir de coordination et de décision au stade final. Évidemment, il n'était pas souhaitable pour le principe démocratique que les bureaucrates monopolisent le droit de décision budgétaire. C'est pourquoi, au stade final de l'organisation du budget, ils ont rétabli les « négociations » avec chaque ministre, ce qui représentait ni plus, ni moins une simple cérémonie pour sauver la face d'hommes politiques.
Cette politique clientéliste du PLD est critiquée aussi bien par les électeurs urbains non organisés représentés par ce qu'on appelle « couche sans appartenance politique » (*shijinashi-sô*), que par les médias. C'est parce que, pour eux, les intérêts acquis de chaque groupe sont illicitement protégés. La critique de M. Koizumi présentée dans les « réformes structurelles » vise justement cette « politique pour répondre à des intérêts spécifiques ». Selon eux, le système politique qui protège les acquis des groupes d'intérêts existants a entraîné une sclérose de l'économie japonaise, et est donc la source du mal qui a causé l'accumulation du déficit budgétaire. Les emprunts nationaux, qui ont été lancés pour améliorer les conditions économiques pendant les mandats des deux premiers ministres, Obuchi et Mori et qui ont été utilisés pour l'investissement dans des travaux publics étroitement liés à des groupes d'intérêts acquis, n'ont pas donné d'effets visibles du redressement de la conjoncture économique, et n'ont fait qu'accumuler les déficits budgétaires, ce qui a provoqué un tollé général. Si tout le journalisme s'en prend au PLD, dernier rempart contre la réforme, et si M. Koizumi n'hésite pas à déclarer qu'en cas d'opposition du PLD à la réforme, il est prêt à démolir lui-même celui-ci, c'est parce que les « réformes structurelles de l'économie » de Koizumi visent à détruire l'ancien système basé sur la « politique pour répondre à des intérêts spécifiques ».
Le premier ministre, dont la famille politique est le PLD, exécute avec détermination la «réforme » au risque de se mettre son propre parti à dos. Politiquement parlant, on peut qualifier cela de grande aventure. En effet, les médias diffusent une observation selon laquelle le PLD mènera une contre-attaque après les élections sénatoriales. De même, certains hommes politiques comme M. Nonaka, qui appartient au clan Hashimoto, critiquent ouvertement les réformes structurelles en craignant qu'elles ne laissent à l'abandon les catégories socialement vulnérables. On trouve les défenseurs des « réformes structurelles » plutôt au sein du Parti démocrate, parti d'opposition. Le chef de file du Parti démocrate, M. Hatoyama a dit, au cours des débats entre les chefs des partis, que son parti soutiendrait M. Koizumi, si celui-ci luttait contre la résistance du PLD afin d'exécuter la réforme. Cela dit, le Parti démocrate a changé de position à l'approche des élections sénatoriales en affirmant, par obligation de mettre en avant l'originalité de son parti, que la vraie réforme ne pouvait être exécutée que par le Parti démocrate et non pas par Koizumi libéral-démocrate. Quant au *Kômeitô*, qui s'était opposé à l'accession de Koizumi au poste de premier ministre avant l'élection à la présidence du PLD, il a immédiatement changé de position, face à la grande popularité que Koizumi a acquise après l'élection à la présidence : il a décidé de s'allier à la coalition des partis conservateurs.Le

Kômeitô, dont la plupart des militants appartiennent pourtant à des catégories socialement défavorisées, adopte une position selon laquelle tout en encourageant les « réformes structurelles », il faut s'engager publiquement à créer des emplois sur une grande échelle en compensation de la « douleur » allant de pair avec la réforme.
Pour ce qui est du Parti libéral dirigé par Ozawa Ichirô, il continue à critiquer le gouvernement Koizumi en persévérant dans sa position d'opposition mais revendique des réformes structurelles de l'économie plus avancée que celle de Koizumi. Il s'ensuit que les réformes structurelles de M. Koizumi ont rendu floue la frontière entre les partis au pouvoir et les partis d'opposition, et par conséquent, a donné naissance à une perspective de la « réorganisation du paysage politique » sous forme d'une scission au sein du PLD et d'une réorganisation des partis existants.
Ôtake Hideo, politologue, fait remarquer qu'il est nécessaire d'avoir une opinion précise sur les candidats et non pas sur les partis politiques dans le cas des votes aux élections sénatoriales, et qu'il est possible qu'à la suite du déplacement des axes d'opposition, l'échiquier politique se partage entre le néo-libéralisme et la néo-sociale-démocratie (le 25 juillet, *Asahi shinbun*). M. Ôtake ne l'a pas mentionné mais je pense que les néo-libéraux au Japon sont représentés par le gouvernement Koizumi, le Parti démocrate dirigé par Hatoyama et le Parti libéral mené par Ozawa d'une part, les néo-sociaux-démocrates sont représentés par une partie du PLD, une partie du Parti démocratique et le Parti social-démocrate d'autre part.
M. Koizumi s'apprête à mener les « réformes structurelles » malgré une opposition possible au sein même de son parti, le PLD, tout en explorant la possibilité de coopérer même avec les partis d'opposition. S'il tient à poursuivre cette politique au risque d'un échec politique, c'est parce que justement il estime que le peuple sera toujours à ses cotés. Fort d'un soutien de caractère populiste du public, il veut exécuter une grande « réforme » en passant outre délibérément le mode traditionnel de la politique japonaise. Cela étant, les réformes structurelles de l'économie souhaitée par M. Koizumi correspondent également à la voie soutenue par le courant dominant des milieux économiques. Le Président du *Keidanren*, M. Imai, soutient la politique de Koizumi en disant que les réformes structurelles sont nécessaires même si cela aggrave temporairement la dépression. Parmi les associations économiques, la Chambre du commerce du Japon (*Nihon shôkô kaigisho*) est la seule à rester critique à l'égard des réformes structurelles. La Chambre de commerce, constituée majoritairement des PME, considère le redressement de la conjoncture économique comme le premier problème à résoudre. On peut ainsi dire que du point de vue économique, la réforme Koizumi représente les intérêts du secteur des grandes entreprises.

Le néo-libéralisme de M. Koizumi

Mise à part la validité des pronostics donnés par M. Ôtake, il n'y a aucun doute que la ligne politique que le cabinet Koizumi s'apprête à suivre appartient à un courant du «néo-libéralisme». M. Koizumi n'avait que peu d'occasions d'exposer lui-même sa théorie politique. Il est difficile d'évaluer ses idées politiques uniquement à partir de ses réponses pendant les débats parlementaires et au moment de ses discours. Toutefois, comme le « projet des réformes structurelles de l'économie et des finances » le montre, les « réformes structurelles de l'économie » auxquelles il attache beaucoup d'importance relèvent du principe de la théorie du marché et du libéralisme économique. On peut dire que les idées économiques de M. Koizumi s'apparentent au « néo-libéralisme » de type anglo-saxon.
Par ailleurs, le « néo-libéralisme », au sens politique du terme, prône en général « un petit État fort » comme le prônaient M. Thatcher et R. Reagan. En effet, comment expliquer théoriquement le lien entre ce « petit gouvernement » et cet « État fort » ? c'est une question

difficile. Du point de vue du libertarianisme, à savoir la forme extrême du néo-nationalisme, ce qu'on appelle « l'État minimal » est revendiqué afin de maximiser la liberté individuelle. De même, comme l'affirme Milton Friedman, fondateur du néo-libéralisme, si on définit qu'un marché économiquement libre est la condition *sine qua non* de la liberté politique, le néo-libéralisme réclamant un « petit gouvernement » au sens économique du terme, doit inévitablement se destiner à maximiser la liberté individuelle et minimiser les fonctions du gouvernement. Cependant, conjointement, le gouvernement néo-libéral préférait en réalité entre autres le renforcement des forces policières et militaires et la réorganisation du système judiciaire.
Si on définit le néo-libéralisme comme une idée conjointe d'un « petit gouvernement » au sens économique du terme et d'un « État fort » au sens politico-militaire du terme, l'idée politique du gouvernement Koizumi remplit également le deuxième critère de la définition.
Il va sans dire que la question de la révision constitutionnelle est liée à la vision du renforcement des forces militaires.
M. Koizumi n'insiste pas sur la thèse pour l'indépendance vis-à-vis des États-Unis contrairement à Nakasone Yasuhiro ou Ishihara Shintarô. Toutefois, la position selon laquelle il faut attribuer aux *Jieitai* une légitimité constitutionnelle est en relation étroite avec le nationalisme qui met l'accent sur l'indépendance de l'État grâce à de grandes forces militaires. Quelque soit son point de vue subjectif, il est évident que la question de la visite du sanctuaire Yasukuni appartient à la même lignée de problématique. De même, le renforcement du système judiciaire mentionné aussi dans le « Projet » des réformes structurelles révèle qu'il veut résoudre par la règle judiciaire les conflits provoqués dans les sociétés qui ont parfaitement assimilé le principe de marché. De nombreux cas de crimes atroces et un taux d'arrestation en baisse (« Le Japon n'est plus une société sûre comme avant ») ont donné naissance à des projets tels que le renforcement des forces policières et les mesures d'internement immédiat pour les criminels psychopathes. Si l'on tient compte de la concentration du pouvoir sur le premier ministre, qui tend à élargir son pouvoir personnel, on peut dire que la perspective à long terme de M. Koizumi est de reconstruire un grand pouvoir étatique, de diriger les réformes structurelles visant à faire fonctionner complètement la logique de marché sous les auspices de cet État puissant, de résoudre par le pouvoir judiciaire ou policier des conflits et des problèmes sociaux éclatés dans une telle société de marché et de bâtir un système politico-économique de caractère néo-libéral.
On a l'impression que son aventure est un grand projet qui tente de changer radicalement le fonctionnement de la société japonaise. Mais, en réalité, M. Koizumi n'est pas le premier à tenter des réformes structurelles de nature néo-libérale. Pourquoi cette tentative n'a-t-elle pas réussi ? Et si M. Koizumi achève ce projet avec succès à la différence des autres gouvernements, pour quelle raison lui est-il possible de réussir ? En outre, pourquoi les réformes néo-libérales ont-elles été conçues initialement au Japon ? Toutes ces interrogations sont des questions plus fondamentales du point de vue des sciences sociales.

3. L'historique du néo-libéralisme au Japon

Les réformes administratives des années 1980

Au début des années 1980, la vie privée de l'ancien Président du *Keidanren* Dokô Toshio a été diffusée à la NHK. Il habitait dans une maison traditionnelle, menait une vie frugale avec sa femme et ainsi de suite. Un dîner simple avec quelques légumes saumurés (*tsukemono*) et du poisson séché nous rappelait le quotidien des gens ordinaires pendant les dix années qui suivirent la défaite du Japon. La frugalité et la diligence devaient être les deux valeurs éthiques traditionnelles. Le message gouvernemental à destination du peuple était le suivant : malgré son

âge, M. Dokô se met en quatre pour la « reconstruction du Japon ». Il faut donc coopérer aux activités du *rinchô* (Comité provisoire des études sur l'administration) qui exécute les réformes administratives. Cette manipulation de l'opinion publique a porté ses fruits. La société japonaise a ainsi été envahie par la « fièvre des réformes administratives » qui impliquait même les médias.

Le Comité, qui a réussi à utiliser l'image de ce leader charismatique, M. Dokô, a annoncé des objectifs politiques visant à la croissance économique, qui consistent à reconstruire le budget de l'État sans augmenter les impôts, à réduire les dépenses par tous les moyens, à privatiser certaines entreprises nationales par souci d'efficacité, à faire fonctionner à plein régime le mécanisme du marché en profitant de la vitalité du privé. La privatisation de trois entreprises nationales, les chemins de fer nationaux, NTT, la compagnie des tabacs, se fondait sur le rapport du deuxième *rinchô* (on l'appelait souvent le deuxième afin de le distinguer du Comité des années 1960).

L'idée fondamentale du deuxième *rinchô* était de poursuivre complètement le libéralisme économique. C'est pourquoi on trouve là une source du néo-libéralisme japonais conduisant jusqu'à la réforme Koizumi d'aujourd'hui. J'aimerais donc examiner de plus près les quelques points suivants : pourquoi ce type de mouvement est-il né à cette période ? Dans quelle mesure cette idée s'est-elle répandue dans la société japonaise ?

La période du néo-libéralisme

Il va sans dire qu'on peut dire de la période du début des années 1980, qu'elle fut marquée par le néo-libéralisme. En 1979, Margaret Thatcher a pris la tête du gouvernement en Grande-Bretagne, en 1980, Ronald Reagan est nommé Président des États-Unis. En Grande-Bretagne, la stagnation économique qualifiée de « mal anglais » ainsi que la détérioration des relations entre le patronat et les syndicats ont réalisé une percée audacieuse. Aux États-Unis, la stagflation ainsi que les fameux déficits jumeaux (déficit budgétaire et déficit du commerce extérieur) ont également conduit à opter pour l'idée ultraconservatrice de l'unité nationale et la théorie économique de l'offre pour réaliser la reconstruction économique.

Alors, quels facteurs ont suscité l'émergence du néo-libéralisme au Japon ? À cette période-là, les performances de l'économie japonaise n'étaient pas si mauvaises. Au contraire, sa compétitivité de haut niveau a attiré les regards du monde entier. Le facteur décisif réside dans le budget de l'État et non pas dans l'ensemble de l'économie japonaise. Afin de prendre des mesures contre la récession commencée après la crise pétrolière, le gouvernement a émis des emprunts nationaux à une grande échelle. C'est justement cette émission à l'aveuglette qui a créé un grand déficit budgétaire. Puis en 1979, le gouvernement a introduit les impôts indirects sur les recettes (*uriage zei*) afin d'assurer une nouvelle source fiscale. Cependant, il a été obligé de retirer ce projet d'introduction de nouveaux impôts en raison de la résistance nationale de la population. Puisqu'il était impossible d'avoir recours à l'augmentation des impôts pour résoudre le déficit budgétaire, la seule voie possible était de réduire les dépenses de l'État. Nakasone Yasuhiro, qui prit le pouvoir après la mise en place du deuxième *rinchô*, clarifia sa position et suivit les lignes libérales à l'instar de Thatcher et de Reagan.

Le néo-libéralisme fut généralement compris comme une réaction au « grand gouvernement (administration omniprésente) », comme l'idéologie mettant en cause ce « grand gouvernement ». Toutefois, il faut remarquer que les pays qui ont entamé la voie du néo-libéralisme au début des années 1980 étaient en réalité des pays qui disposaient de recettes relativement modestes. Si l'on considère le néo-libéralisme comme une mesure visant à diminuer la taille d'un « gouvernement trop grand » et d'un « budget trop important », le mouvement néo-libéral aurait pu gagner du terrain dans les pays dotés d'un « gouvernement trop grand » mais en réalité il a pris de l'ampleur dans les pays anglo-saxons et au Japon, pays qui fonctionnent avec un relatif « petit gouvernement ». Autrement dit, le néo-libéralisme est une idéologie mettant en cause le « grand gouvernement » mais il n'a pas toujours commencé à gagner du terrain à partir d'un « gouvernement trop grand ».

Cette réalité historique démontre que la mise en place du pouvoir néo-libéral n'a été provoquée que par un fardeau budgétaire énorme, mais elle est en relation étroite avec la structure et les idées sociales. En d'autres termes, dans les pays anglo-saxons, le courant du libéralisme économique est traditionnellement important et, par conséquent, la taille du gouvernement restait raisonnable et c'est pour cela qu'ils tendent à se déclarer vigoureusement en faveur de la diminution du gouvernement. En revanche, dans le cas des pays scandinaves, on peut penser que la taille du gouvernement est devenue extrêmement grande en raison d'une large acceptation des idées de la solidarité sociale, et pour la même raison, le terrain n'est pas socialement propice pour l'émergence de l'idée d'une administration restreinte. On peut dire que Michel Albert avait raison en comparant les modèles néo-américain et rhénan dans son ouvrage « Capitalisme contre capitalisme », lorsqu'il mit en évidence une opposition idéologique entre la liberté du marché pour le modèle néo-américain d'une part, et la solidarité sociale pour le modèle rhénan d'autre part.

Au début des années 1980, le Japon a pris l'orientation du modèle néo-américain contrairement à l'observation d'Albert. Cependant, comme le dit ce dernier, il est aussi vrai que la société japonaise était largement différente des sociétés anglo-saxonnes. On considérait qu'au Japon l'individualisme du type marché était faible mais que la mentalité du groupe était dominante. Ce qui est souvent discuté, c'est que les entreprises américaines agissent en fonction des intérêts individuels à court terme, alors que les entreprises japonaises attachent de l'importance aux intérêts collectifs à long terme. Pourquoi la voie du modèle néo-américain a-t-elle alors été explorée au Japon ? Voilà une question cruciale qui concerne l'essentiel de la structure de la société japonaise.

Dans le Japon de la première moitié des années 1980, si, d'un côté la forte compétitivité des entreprises sur le marché mondial a attiré l'attention, simultanément d'un autre côté, en raison de l'augmentation du déficit budgétaire du gouvernement, l'« échec du gouvernement » était patent pour tous. Les milieux économiques étaient ceux qui se sont le plus farouchement opposés à la hausse des impôts en vue de résoudre un tel déficit budgétaire. À l'exemple de Dokô Toshio, représentant des milieux des affaires, qui a dirigé le deuxième *rinchô*, c'étaient les milieux des affaires qui ont mené de front le redressement budgétaire en réduisant les dépenses ainsi que les réformes administratives nécessaires au redressement. Les industries-clés telles que les industries exportatrices d'automobiles ou d'électronique se sont complètement opposées, du point de vue de la compétitivité internationale, à l'augmentation des charges fiscales au Japon, et en même temps, elles ont revendiqué la suppression des mesures protectionnistes susceptibles de faire obstacle au principe du libre-échange à l'instar du quota de riz. Le « Rapport Maekawa » (1986), né à la suite des négociations nippo-américaines concernant les problèmes structurels du marché japonais (SII : Structural Impediments Initiative) au moment du gouvernement Nakasone, a mis en lumière publiquement la position gouvernementale en faveur du libre-échange et on peut dire que ce rapport représentait les intérêts de telles industries-clés. Dans le tourbillon des « réformes administratives menées par le *rinchô* », le mouvement syndicaliste s'est scindé en deux parties : les syndicats des grandes entreprises privées en faveur des réformes administratives d'un côté, et les syndicats dans le secteur public contre ces réformes d'un autre côté. En effet, le patronat et les syndicats des industries-clés sont parvenus à un accord au sujet de la mise en oeuvre de l'« administration restreinte (petit gouvernement) » et du libre-échange grâce aux réformes administratives.

Si le néo-libéralisme des années 1980 mettait l'accent sur le « *gyôkaku* (réformes administratives) » et la « privatisation » des entreprises nationales, le néo-libéralisme des années 1990 tend à utiliser le « *kisei kanwa* (la déréglementation) » comme mot d'ordre. Le point de départ du courant de la déréglementation est officialisé par les rapports suivants : le rapport de la Commission Hiraiwa de 1993 (officiellement, groupe des études sur les réformes économiques. Président : Hiraiwa Gaishi, Conseiller spécial de la Compagnie d'électricité de Tôkyô), le projet pour la déréglementation préparé par le gouvernement en 1995, le rapport soumis par la sous-commission sur la déréglementation de la Commission des réformes administratives. On peut exprimer les idées fondamentales de cette politique de déréglementation de la manière suivante : la réglementation juridique et administrative du gouvernement à l'encontre des activités économiques a entraîné la stagnation économique. Comme l'indique l'éditorial de *l'Asahi Shinbun* intitulé « Cette déréglementation doit être effectuée », l'opinion publique a également appuyé les mesures de déréglementation prises par le gouvernement. Cet éditorial dit en résumé : « La réglementation contraignante ne diminue pas uniquement le dynamisme économique. Ayant entraîné la collusion entre le gouvernement, l'administration et l'industrie, elle est la cause du pantouflage des hauts-fonctionnaires vers l'industrie. Plus de cinquante ans après la guerre, il est indispensable de se mettre à dessiner une nouvelle vision du pays. Il s'agit d'un travail collectif équivalent à celui effectué lors de la Restauration de Meiji et au lendemain de la défaite de la guerre. La déréglementation est un moyen efficace pour réaliser avec succès une transition de la 'société de dépendance mutuelle' à la 'société indépendante, libre et ouverte au monde'».
Comme l'indique cet éditorial, la « déréglementation » des années 1990 se caractérise par la volonté de reconstruire le système socio-économique traditionnel dans son ensemble. Les expressions quelque peu exagérées telles que « l'équivalent de la Restauration de Meiji ou des réformes de l'après-guerre » sont employées non seulement dans l'éditorial de l'*Asahi Shinbun*, mais aussi dans de nombreux documents du gouvernement. Il s'agit de l'affirmation du principe du marché, car ses défenseurs visent à construire une société de marché à la fois libre et transparente après avoir détruit tous les aspects du système socio-économique existant. Ainsi, les années 1990 étaient la période durant laquelle la logique du marché fit fureur.

L'éclatement de la bulle économique et les réformes structurelles

À la suite de la réforme administrative des années 1980, le néo-libéralisme au sens idéologique du terme a ensuite été hérité par les partisans de la déréglementation des années 1990, puis par le cabinet Hashimoto qui a entrepris les « six réformes majeures », et en passant par les cabinet Obuchi et Mori, il a été adopté par le cabinet Koizumi. Comme on l'a vu plus haut, on peut remarquer que les grandes entreprises en cours de multinationalisation constituaient la dynamique fondamentale permettant de mener le néo-libéralisme. Du point de vue de la compétitivité internationale, les grandes entreprises multinationales visent à l'allégement des charges publiques dans les pays ainsi qu'à la mise en oeuvre du principe du libre-échange dans le domaine du commerce international. Les grandes entreprises japonaises se sont déjà suffisamment développées au point de s'engager dans des activités de type multinational. Elles ne sont plus, par conséquent, des demandeurs de la protection du marché intérieur, ni de l'aide gouvernementale pour l'industrie. Les grandes entreprises privées ne demandent déjà plus la politique industrielle d'importance du MITI (ministère du Commerce Intérieur et de l'Industrie) que Chalmers Johnson appelait l'« État capitaliste de développement ». Comme je l'ai aussi évoqué, c'est à cause d'une telle situation que les organisations économiques composées de grandes entreprises soutiennent les réformes structurelles de Koizumi, tandis que les organisations des PME s'y opposent.

Cependant, la politique réelle du gouvernement ne répondait pas nécessairement aux exigences des entreprises multinationales. C'est parce que le PLD, parti au pouvoir, s'efforçait de maintenir la «politique pour répondre à des intérêts spécifiques » en vue de dominer politiquement. Les mesures protectionnistes du riz et le plan de sauvetage du monde agricole par les subventions constituent la stratégie fondamentale vis-à-vis de l'électorat provincial. De même, les entreprises publiques garantissent l'emploi des habitants locaux ainsi que la source de profits pour le secteur de bâtiment. De surcroît, si les diverses organisations d'intérêts constituées des PME ont soutenu le PLD lors des élections, en contrepartie, elles ont essayé d'obtenir un traitement de faveur en matière de politique nationale. La structure fondamentale de la politique menée par le PLD consiste à donner la protection de l'État à des agriculteurs, à des entrepreneurs et au monde industriel par l'intermédiaire du PLD.
On peut dire qu'une telle structure politique est très éloignée de la notion du « marché libre » que définit le néo-libéralisme. Si les gouvernements dans le passé, qui sont majoritairement issus du PLD, ont maintenu le statu quo en matière d'exercice réel de la politique, alors qu'ils adoptaient le néo-libéralisme dans les propos concernant les mesures concrètes, c'était parce qu'ils ont été sous-tendus par cette structure politique. Autrement dit, pour les agriculteurs ou les entrepreneurs, la politique du PLD est dotée d'une fonction garantissant leur vie, comme celle de « l'État-providence de type patriarcal ». Les dépenses budgétaires effectuées pendant la période de dépression après l'éclatement de la bulle économique a permis de montrer clairement que la politique du PLD fonctionne comme l'État-providence. Malgré l'usage d'expressions telles que « redressement budgétaire », « réformes structurelles » dans les propos concernant les mesures concrètes, l'investissement dans les entreprises publiques s'est accumulé en vue de résoudre le problème de la dépression. D'où l'accumulation d'un déficit budgétaire colossal. Certes, le cabinet Hashimoto voulait réellement exécuter les lignes directrices du « redressement budgétaire », lignes soutenues aussi par l'opinion publique. Toutefois, sa politique a conduit le PLD à une débâcle lors des élections législatives de 1997. Car la conjoncture économique s'est d'emblée aggravée à cause de la diminution des investissements dans le secteur public et de la hausse de la taxe sur la consommation (de 3% à 5 %). Les électeurs ont sévèrement critiqué les mesures prises par M. Hashimoto. En tirant la leçon du cabinet Hashimoto, les cabinets Obuchi et Mori annonçaient ouvertement le projet politique néo-libéral d'une part, mais dans leur manière réelle d'agir, ils ont poursuivi les mesures économiques de type keynésien par l'émission d'emprunts déficitaires.
Si les médias disent que les plus grandes forces de la résistance se trouvent au sein du PLD lorsque le cabinet Koizumi s'apprête à exécuter les « réformes structurelles », et si M. Koizumi déclare d'un air déterminé que ce serait lui qui démolirait le PLD s'il s'opposait à la réforme, c'est parce que la structure politique fondamentale du PLD s'apparente ainsi à celle de l'État-providence et qu'elle est de nature non néo-libérale. Si la « réforme Koizumi » portait une signification qui ferait date, ce serait le seul moment où il aurait réussi à réformer la structure politique traditionnelle du PLD. De même, si une telle réforme néo-libérale était réalisée avec succès, cela signifierait probablement que la société économique japonaise est entrée dans une phase dans laquelle elle devrait abandonner, dans un sens, la structure politique traditionnelle.

4. Autoritarisme politique ou nationalisme

Le problème de la visite au sanctuaire Yasukuni et l'élection du premier ministre

L'autre objectif politique de M. Koizumi est une révision de la constitution autour de l'élection du premier ministre et une réaffirmation de l'unité grâce au nationalisme populaire révélé par le problème de la visite au sanctuaire Yasukuni.

Il s'agit dans les deux cas de lignes politiques amorcées par Nakasone Yasuhiro au début des années 80, mais ces tentatives avaient été stoppées nettes par la critique de l'opinion publique. Le débat sur la réforme constitutionnelle vient en droite ligne des idées de l'aile droite des conservateurs des années 50. Le parti libéral démocrate lui-même prône cette réforme. L'insistance du conservatisme traditionnel n'a cependant pas réussi à briser la forte conscience pacifique des citoyens. Ce que les extrémistes de droite dénoncent actuellement comme « gâtisme pacifique » est en effet un élément important de la conscience populaire dans le Japon d'après-guerre.

Alors pourquoi M. Koizumi veut-il se lancer dans cette aventure ? Les conditions sont-elles réunies pour qu'il réussisse ?

En ce qui concerne le problème de la visite au sanctuaire Yasukuni, après « mûre réflexion » M. Koizumi a décidé de s'y rendre non pas le 15 août mais le 13, et de se contenter d'une simple cérémonie silencieuse au lieu d'une cérémonie shintô. Le choix du 13 août a bien sûr suscité des prises de position, et le groupe de droite au sein du PLD a élevé une critique en le qualifiant d ' « extrêmement regrettable ». Par ailleurs des nationalistes comme Kamisaka Fuyuko ont prétendu que ce choix ambigu mettait en danger la poursuite des « réformes structurelles ». M. Koizumi lui-même s'est peu exprimé sur « le résultat d'une mûre réflexion ». « Mon vrai travail étant la réforme structurelle de l'économie », il est inévitable de faire des concessions sur le problème de Yasukuni, telle semble être sa pensée. Dans les milieux économiques, on trouve l'idée qu'il n'est pas judicieux de nuire aux relations économiques avec la Chine à cause du problème de Yasukuni. Par ailleurs au sein du cabinet Koizumi, le ministre des affaires étrangères Tanaka Makiko, qui joue un rôle phare, a montré une attitude réservée quant à la visite au sanctuaire. Ceci prouve bien que les convictions personnelles des responsables politiques, ou un nationalisme étroit, peuvent provoquer des frictions avec l'opinion nationale ou internationale, ainsi que des problèmes dans les relations diplomatiques ou dans les relations économiques internationales.

Le problème des manuels scolaires d'histoire et d'instruction civique de la « Société pour la rédaction de nouveaux manuels d'histoire » est la deuxième question qui a pris de l'ampleur simultanément à la visite au sanctuaire Yasukuni. La première étape fut l'agrément donné par le Ministère de l'Education Nationale aux manuels de cette « société » mais depuis le printemps dernier, l'adoption de manuels par chacune des commissions éducatives municipales a été l'occasion de problèmes. Deux points sont à signaler concernant ce problème des manuels. Le premier est que très peu de commissions ou d'écoles ont adopté ces manuels de la « Société pour la rédaction de nouveaux manuels d'histoire ». Un puissant mouvement d'opposition à l'adoption de ces manuels s'est manifesté, qui a prouvé l'importance de la conscience démocratique des citoyens. La « Société » a déclaré que ce mouvement d'opposition constituait une répression d'opinion, mais on peut dire que cette déclaration est en contradiction avec les idées prônées par l'association jusque là. En effet celle-ci a toujours affirmé que la garantie illimitée des droits de l'homme affaiblissait le sens du devoir des citoyens. Autre point, malgré ce que nous venons de voir, les hommes politiques qui encouragent l'utilisation des manuels de cette association, comme le gouverneur de Tôkyô Ishihara Shintarô, sont largement soutenus par la population. Les trois membres de commissions éducatives qu'Ishihara Shintarô a nommés ont défendu ces manuels. On peut donc dire que la conscience populaire se trouve dans une situation ambivalente sur cette question.

Nationalisme et cosmopolitisme

Après la guerre, seule une minorité se réclamait du régime impérial d'avant-guerre ou du nationalisme d'Etat. Quand je dis nationalisme d'Etat, je me réfère à un mode de pensée selon

lequel l'Etat détient le pouvoir et le peuple est au service de cet Etat. Il est différent d'un nationalisme qui prendrait comme présupposé la souveraineté du peuple et protègerait l'indépendance de l'Etat ou sa souveraineté. Le nationalisme au Japon avant la guerre impliquait cette conception de l'Etat. La question du sanctuaire Yasukuni, ou les idées de la société pour les nouveaux manuels relèvent de ce type de nationalisme d'Etat.

Au Japon le nationalisme a la particularité de ne s'appuyer que rarement sur la souveraineté du peuple. Pourquoi ?

Il faut probablement remonter l'histoire du Japon moderne pour comprendre ce problème. La modernisation à l'époque de Meiji et la formation d'un Etat-nation se sont faites dans une structure politique dominée de façon absolue par une administration héritée des fiefs. Le régime impérial n'était autre qu'un dispositif idéologique chargé de soutenir cette domination absolue. Sous ce régime le peuple n'était pas acteur autonome de la société, mais organisé par l'idéologie en tant que sujet de l'empereur, et cette conception de l'Etat fut renforcée au cours de guerres répétées. Le mouvement pour les droits civiques à l'époque de Meiji, puis le phénomène dit de « démocratie de Taishô » manifestaient une aspiration à un régime politique démocratique, mais finalement leurs objectifs ne furent jamais atteints. Dans les couches populaires, c'est-à-dire pour la majeure partie du peuple japonais, la fidélité à l'empereur et à l'Etat sont devenues des idées dominantes. Inutile de dire que le système éducatif, et surtout le Rescrit sur l'éducation, ont joué un rôle important dans ce processus.

Après la guerre, les japonais prirent conscience pour la plupart que cette soumission à un Etat dont le sommet était l'empereur avait conduit à une guerre sanglante. Le concept même de nation fut alors nié en tant que tel, et au contraire la liberté vis-à-vis de cette nation en vint à être perçue comme une idée progressiste. On peut dire que la pensée progressiste d'après-guerre est devenue une pensée cosmopolite centrée sur le concept de droits de l'homme universels, et sur le pacifisme. L'idéologie de droite a critiqué cette pensée progressiste d'après-guerre en disant qu'elle faisait peu de cas de la nation, mais bien évidemment l'affirmation de cette dernière du point de vue de l'extrême-droite n'est pas quelque chose qui s'appuie sur une vision de la souveraineté du peuple, elle n'est rien d'autre qu'une conception autoritaire de l'Etat faisant revivre le modèle d'avant-guerre. Un concept d'Etat démocratique basé sur la souveraineté du peuple et qui se situerait entre ces deux conceptions ne s'est pas suffisamment développé au Japon pour devenir finalement la conscience dominante.

Cette bipolarisation du débat sur le nationalisme en deux conceptions extrêmes vient naturellement du manque d'expérience d'un exercice du pouvoir démocratique où le peuple serait l'acteur principal. Non seulement le Japon n'a pas eu l'expérience d'une révolution bourgeoise comme la révolution française, mais par ailleurs les forces politiques progressistes qui soutenaient la démocratie après la guerre ne sont pas parvenues à prendre le pouvoir. Elles n'avaient que le pouvoir de s'opposer à la renaissance d'une domination du type de celle d'avant guerre. L'objectif principal des partis d'opposition était de s'assurer le tiers des sièges à la Diète afin d'empêcher la réforme de la constitution.

La naissance d'une politique clientéliste comme celle menée par le PLD est venue de l'incapacité du peuple à s'approprier vraiment la démocratie. La majorité des élus du PLD, tout en soutenant, même si peu énergiquement, les idées du passé, s'est assurée une position dominante de notables sur la province ou dans le monde des affaires, et une majorité de citoyens ont agi non pas activement en tant que détenteurs d'un pouvoir politique, mais se sont contentés de s'assurer un intérêt économique du simple fait qu'ils dépendaient de ces notables. La conscience populaire qui a soutenu une telle politique du PLD est très proche d'une conscience passive de sujets, pour parler en termes politiques. Les réformes d'après- guerre

n'ont pas permis un bouleversement total de la conscience populaire. L'un des signes de ce phénomène est le niveau élevé du soutien populaire à l'empereur après la guerre.
Mais ce n'est pas un modèle de nationalisme d'Etat semblable à celui d'avant-guerre qui a permis à la dominance du PLD de se stabiliser sur le long terme. Il est bien connu que la stratégie du courant dominant du PLD, qui se résumerait en « allègement de l'armement/ croissance économique », et qui reposait sur le traité de sécurité nippo-américain, n'a pas dû son succès auprès du peuple à une idéologie nationaliste, mais à la redistribution des profits économiques. Du point de vue des idéologues, cela revenait à ignorer l'indépendance de la nation, mais cette affirmation du nationalisme ne fut pas admise par la société. Par ailleurs le phénomène de la société de consommation de masse qui s'est développé sous le règne du tout économique, a éloigné la « politique » et la « démocratie » du champ de vision des citoyens. Cette stratégie du PLD qui fut maintenue entre les années 50 et le début des années 70 a atteint ses limites avec la récession économique. En particulier une longue récession comme celle qui a suivi l'éclatement de la bulle rend plus difficile une domination politique par de telles méthodes. Si dans les « réformes Koizumi » le nationalisme d'Etat apparaît de nouveau au premier plan, c'est tout simplement parce qu'il est devenu nécessaire de remplacer le pouvoir économique par un pouvoir idéologique.

Une résurgence du nationalisme ?
Les manuels d'histoire de la « Société » s'appuient sur une conception ethnique étroite qui magnifie la supériorité du peuple japonais. Il importe de noter d'un point de vue historique que c'est dans les manuels que cette affirmation est formulée. Mais on peut sans doute dire qu'il n'y a aucune chance pour le moment que de telles idées soient largement acceptées.
Mais inversement les masses japonaises n'ont pas pour autant obtenu une démocratie au vrai sens du terme. L'éventualité qui pourrait se produire serait donc non pas une résurgence du modèle ancien, mais la formation d'un nationalisme contemporain. Il est bien possible que les masses, qui ne sont pas politisées, se politisent à travers leur soutien à une personnalité comme Koizumi. L'alternative face à cette voie vers le nationalisme ne peut être que la formation nouvelle d'une démocratie par le bas, mais on ne décèle à ce jour aucun embryon de mouvement populaire de ce type.

5. Les caractéristiques des structures économiques et politiques du Japon, d'un point de vue de comparaison internationale
Un modèle d'analyse
L'idée de Michel Albert de deux capitalismes offre encore de nos jours des points de vue séduisants. Même si l'Amérique et l'Europe relèvent du même système capitaliste, elles sont très différentes dans leurs structures socio-économiques. On relève des caractéristiques très contrastées entre une Amérique qui prend comme base le marché libéral, et l'Europe qui attache une grande importance à l'égalité et la vie des gens. Il faut être conscient que la confrontation entre ces deux continents sur des questions d'environnement ou de paix depuis l'arrivée au pouvoir de Bush n'est pas due à des différences de politique extérieure, mais s'enracine dans les structures sociales, politiques et économiques des deux régions. On peut dire que la classification d'Albert est valide même au regard de l'évolution politico-économique réelle. Depuis l'analyse d'Albert, de nombreux travaux ont affirmé la diversité du capitalisme. Ainsi le français Robert Boyer, du groupe des régulationnistes, insiste sur les divergences au sein du modèle capitaliste. Il accorde beaucoup d'importance au degré de réglementation, qui vient des conditions historiques du capitalisme.

Le problème est de savoir comment placer la société politico-économique japonaise dans cette comparaison internationale. Voyons à titre d'essai comment nous pourrions construire un modèle comparatif. En abscisse nous placerons le système politique, avec à l'extrémité droite la démocratie libérale et à l'extrémité gauche l'autoritarisme, le nationalisme. L'axe des ordonnées représente le système économique, l'extrémité supérieure figure le marché libéral, et en bas apparaît l'intervention de l'Etat dans l'économie, ou le contrôle de l'Etat.

Marché libéral

II ⇑ I

Autoritarisme / Nationalisme ⇐----------⇒ Démocratie libérale

III ⇓ IV

Intervention de l'Etat

Les limites ainsi définies dessinent une combinaison extrêmement simplifiée des structures politiques et économiques. Par ailleurs une telle matrice suggère que l'idée de Milton Friedmann selon laquelle démocratie et marché libéral sont inséparables, ou encore l'idée de Hayek selon laquelle nier le marché libéral revient à tomber dans le totalitarisme politique ne sont pas obligatoirement vraies. L'exemple de pays en voie de développement qui, politiquement, sont des dictatures tout en s'appuyant sur le marché libéral en économie, ou l'exemple du Keynésianisme, ou de l'Etat-providence, qui tout en reconnaissant l'intervention économique de l'Etat prônent le libéralisme politique, viennent facilement à l'esprit. Ce modèle comporte fondamentalement des failles puisqu'il faudrait notamment prendre en compte les groupes sociaux entre le marché et l'Etat. C'est en cela que je dis qu'il s'agit d'un modèle extrêmement simplifié.
Ce modèle peut être utilisé de diverses manières. D'abord, on peut lui appliquer des modèles capitalistes eux aussi extrêmement simplifiés, par pays. La partie I du graphe représente le modèle libéral classique européen, et l'exemple des Etats-Unis du XIXème siècle peut lui être appliqué. Globalement on peut dire que les Etats-Unis, même comme modèle du capitalisme actuel, entrent dans la partie I du schéma. La Grande-Bretagne, en raison de l'importance des syndicats et du parti travailliste, se placerait probablement plutôt à mi-chemin entre les parties I et IV. Dans la partie II, comme nous l'avons vu, entreraient les pays en voie de développement dotés de structures politiques autoritaires, mais si leur expérience du marché n'est pas jugée suffisante, c'est la place que nous réserverons au capitalisme néo-libéral. Ainsi le thatchérisme en Grande-Bretagne visait cet objectif, tout au moins en tant que but politique. A la partie III du schéma, appartiennent les Etats totalitaires en voie de développement, le socialisme façon ancienne Union Soviétique en tant que modèle extrême, ou encore le fascisme. La simplification extrême du modèle d'analyse nous oblige à classer dans la même catégorie des systèmes politiques de nature très différente. La France, comme type d'Etat, entre probablement dans la partie IV de ce schéma. Et on peut y associer également les Etats-providence du nord de l'Europe, qui accordent une grande place au contrôle de l'Etat sur l'économie tout en préservant le libéralisme politique et la démocratie.

Néo-libéralisme ⇑ Etats-Unis
Dictature de pays en développement | Grande-Bretagne

⇐----------⇒

Dictature de pays en développement | Etats-providence d'Europe du Nord
Socialisme de type soviétique ⇓ France

Maintenant dans ce schéma, où placer le Japon ? Si on considère que le système politique est autoritaire et que de nombreux éléments non concurrentiels existent sur le plan économique, alors le Japon appartient à la partie III. Et si on veut rendre compte de l'évolution actuelle, on peut dire qu'il y a un glissement vers le néo-libéralisme. D'une manière très simplifiée, on peut dire que le PLD traditionnel appartient à la partie III et que les réformes de Koizumi appartiennent à la partie II.

Néo-libéralisme ⇑
Réformes Koizumi |

⇐----------⇒

Politique du PLD |
Etat-providence du type paternaliste ⇓

Deuxièmement il est possible de montrer par ce schéma l'évolution du système politique et économique de chaque pays, comme nous avons essayé de le faire pour le Japon. Ainsi pour les Etats-Unis, les choses se présenteraient de la façon suivante :

Gouvernement de Reagan (iv) ⇑ Epoque du libéralisme classique (i)
Gouvernement de Bush (vi) | Mandat de Clinton (v)
⇐----------⇒
| Johnson (great society) (iii)
⇓ Epoque du new deal (ii)

Mais il n'en reste pas moins que la position fondamentale de l'économie politique des Etats-Unis correspond à la partie I et que nous avons montré ainsi les variations autour de ce modèle central.
Nous avons vu ci-dessus comment il est possible de comprendre simplement les caractéristiques et l'évolution du capitalisme dans chaque pays, à l'aide d'un tel modèle. Mais la question la plus importante demeure : pourquoi la structure du capitalisme diffère-t-elle autant d'un pays à l'autre ? Le seul élément de réponse dont nous disposions pour le moment est le mode de développement historique du capitalisme dans chacun des pays.

Le développement historique du capitalisme
Pour schématiser à l'extrême le développement historique du capitalisme, nous pouvons dire qu'il a suivi le cheminement suivant. Le premier stade est l'époque du libéralisme classique : sur le plan économique le laisser-faire de la politique de l'Etat est la règle dominante, et le marché libéral constitue la base du système économique. Pendant cette période, comme le

libéralisme prévalait aussi en politique, les travailleurs ne s'étaient souvent pas vus reconnaître le droit de vote, donc on ne peut pas forcément dire que ce stade est démocratique. Le deuxième stade correspond à la période où il a fallu procéder à quelques corrections parce que le système économique libéral avait révélé de grands problèmes sociaux. Le marché de libre concurrence subit certaines limitations avec l'apparition du droit sur la protection des travailleurs ou des syndicats, puis à nouveau dans les années 1930, les gouvernements furent amenés à exercer un certain contrôle économique de type keynésien. Puis après la guerre, avec la formation des systèmes d'assurance sociale, la part du secteur public dans les économies a augmenté et une structure appelée « économie mixte » a vu le jour. Pendant cette période, le droit de vote des travailleurs fut totalement reconnu, et dans de nombreux pays, les partis politiques qui les représentaient obtinrent un pouvoir d'expression important. Sur le plan politique, se met en place un système qualifié de « démocrate » voire « socio-démocrate » plutôt que « libéral ». Une troisième étape va de la deuxième moitié des années 70 à nos jours, et se caractérise d'une part par un essoufflement de la croissance économique des pays les plus développés et en même temps par des critiques contre l' « Etat-providence » et une défense du néo-libéralisme ou néo-conservatisme, qui clame le retour à la liberté du marché. Les forces politiques néo-libérales ont pour objectif la diminution des diverses institutions de l'Etat-providence et en même temps, elles s'efforcent de mener des politiques qui anéantissent le pouvoir de syndicats de travailleurs qui soutenaient le système politique socio-démocrate. Par ailleurs pendant cette période, la globalisation des activités des entreprises a été encouragée par l'élargissement de l'économie de marché mondiale et notamment, la formation d'un marché financier international a accéléré les transferts internationaux de capitaux, et imposé la déréglementation des systèmes économiques dans chaque pays.
Ce développement historique du capitalisme peut être représenté à l'aide du même schéma, de la manière suivante :

Néo-libéralisme (3) ⇑ Epoque du libéralisme (1)

⇐----------⇒

⇓ Epoque de l'Etat-providence (2)

Mais il reste le problème de savoir si on doit caractériser le néo-libéralisme par l'autoritarisme politique ou s'il faut l'inclure dans le cadre de la démocratie. Si on considère que la période libérale était du même niveau d'autoritarisme que le néo-libéralisme, il faut peut-être faire passer cette période dans la partie III du schéma. Inversement si on attache de l'importance au fait que politiquement le néo-libéralisme maintient un système démocratique, alors il faut le transférer dans la partie I. Une expression plus rigoureuse donnerait sans doute le schéma suivant :

Période libérale ⇑ Période libérale

Néo-libéralisme

⇐----------⇒

| Epoque de l'Etat-providence
⇓

Ce modèle concernant le cheminement général du développement du capitalisme doit beaucoup au cas de l'Europe occidentale. La politique du parti libéral démocrate japonais et donc le modèle socio-économique japonais figuraient dans la partie III du schéma précédent, mais dans le schéma ci-dessus, cette partie est vide. La partie III correspond au cas d'un Etat qui intervient beaucoup sur le plan économique, et qui sur le plan politique se montre non-libéral, non démocratique. Le capitalisme qui apparaît dans cette partie III est généralement un capitalisme démarré avec retard, et historiquement le capitalisme japonais est bien dans ce cas. Cela ne signifie pas bien sûr qu'on ne peut pas trouver de pays d'Europe occidentale dans ce cadre III. La politique sociale de Bismarck au XIXème siècle en Allemagne entre tout à fait dans cette catégorie. Bismarck a institué une assurance sociale contraire aux lois du marché en même temps qu'il mettait en place des lois de répression des socialistes qui visait à asseoir la domination du parti social-démocrate. On pourrait dire que l'Allemagne passe du cadre III sous la politique de Bismarck au cadre IV avec la République de Weimar, et l'époque d' « économie de marché de type social » d'après-guerre se situe à la limite entre les parties IV et I de mon schéma. Cette évolution historique de l'Allemagne signifie que le capitalisme allemand s'est développé sous une impulsion quasi continue, déterminante, de l'Etat et qu'il a changé de nature sous l'effet de la démocratisation du pouvoir étatique.

⇑

----------« Economie de marché de type social » ----------

Politique sociale de Bismarck (1) ⇓ République de Weimar (2)

S'agissant d'un même capitalisme tardif, la voie suivie par le Japon est cependant quelque peu différente de celle de l'Allemagne. L'industrialisation de l'époque de Meiji a commencé à l'initiative de l'Etat, mais comme il s'agissait d'un capitalisme souffrant d'un retard encore plus grand que celui de l'Allemagne et que le mouvement ouvrier était vraiment faible, le capitalisme japonais d'avant-guerre, même si on peut lui attribuer une place dans la partie III du schéma, ne fut jamais caractérisé par des mesures d'Etat-providence. Par ailleurs malgré la démocratisation des institutions politiques d'après-guerre, et leur entrée, à première vue dans le cadre IV, le pouvoir démocratique réel était très faible par rapport à l'Europe occidentale. Même le système d'assurance sociale mis en place après la guerre, par son caractère bureaucratique imposé « par le haut », était proche par bien des aspects de la politique de Bismarck. Par ailleurs la « politique industrielle » du MITI révèle clairement des caractéristiques dignes du cadre III et on peut probablement dire que dans l'ensemble, la nature réelle du système japonais relève plutôt du cadre III. A partir des années 80, le Japon parvint à un niveau tel que la partie centrale de son économie capitaliste ne nécessitait plus la protection ou réglementation de l'Etat et l'exigence de déréglementation et de libéralisation se renforça. Mais dans le même temps, la demande pour un renforcement de l'autorité politique commença aussi à grandir.

Appel au néo-libéralisme (5) ⇑

⇐----------Le Japon des années 80 (4)----------⇒

Le Japon de Meiji (1) Le capitalisme japonais d'après-guerre (3) Les réformes d'après-guerre (2)

⇓

Nous n'avons pas le loisir ici de parler concrètement du développement historique du capitalisme ou du processus de développement historique de l'Allemagne ou du Japon. Le problème théorique est de comprendre pourquoi de telles différences historiques ou de tels écarts selon les pays se produisent. Nous ne pouvons pas nous livrer ici à une discussion détaillée de ce point, mais d'après les explications que nous venons de donner, nous pouvons conclure que le mode d'influence politique ou sociale exercée par le mouvement ouvrier est un élément de détermination au même titre que le puissance bureaucratique de l'Etat. L'importance de la force du mouvement ouvrier sur le développement de l'Etat-providence est déjà une explication communément admise.

Capital et travail

S'il fallait énoncer les noms des facteurs les plus primitifs du capitalisme, nous nommerions probablement le capital, le travail et l'Etat. Capital et travail sont bien sûr les acteurs fondamentaux, sans qu'il soit besoin de recourir à la formule d'Adam Smith des « Trois grandes classes ». A la différence de l'époque d'Adam Smith, nous n'avons plus besoin d'accorder à la classe des propriétaires fonciers un poids aussi important qu'aux deux autres.

Mettons maintenant l'accent sur le travail parmi les trois grands facteurs du capitalisme. Pour commencer par la conclusion, nous dirons que la force, le pouvoir du travail constitue une cause importante de différence entre les modèles de capitalisme japonais, européen et américain, et que la caractéristique du Japon comparé à l'Europe est que le pouvoir du travail est très faible. Aux Etats-Unis le travail est faible aussi , mais la tradition de liberté civique est forte, ce qui constitue une différence de système politique fondamentale avec le Japon.

La faiblesse du facteur travail au Japon contraste avec la puissance du même facteur en Europe. Le degré de participation des travailleurs au gouvernement en est l'indicateur le plus simple et le plus clair. En Europe, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France et la Suède font toutes l'expérience de l'arrivée d'un parti travailliste ou social démocrate au pouvoir, c'est-à-dire d'un parti représentant les travailleurs, dès la période d'entre deux guerres. Après la seconde guerre mondiale, la présence de partis des travailleurs au pouvoir devient un phénomène normal, puisque la Suède représente l'archétype du pays où le parti social démocrate occupe le pouvoir très longtemps, la Grande-Bretagne maintient son système bipartiste d'alternance entre parti conservateur et parti travailliste, et l'Allemagne connaît des périodes de pouvoir socio-démocrate. Nul besoin de rappeler qu'à l'heure actuelle les principaux pays d'Europe vivent sous un pouvoir social démocrate. Au Japon la participation au pouvoir des forces du travail était inexistante avant la guerre, et par la suite elle ne fut qu'exceptionnelle. C'est une situation atypique étant donné le niveau de développement du capitalisme sur le plan économique.

La caractéristique du développement historique du capitalisme en Europe est probablement qu'il s'est accompagné d'une croissance forte du mouvement ouvrier et du mouvement socialiste. Cette croissance a entraîné à son tour la mise en place du suffrage universel ainsi que la mise en place d'une législation du travail et d'une sécurité sociale. Autrement dit, le développement des structures politiques démocratiques et des dispositifs sociaux chargés de réguler le marché se sont développés simultanément. Au Japon où le facteur travail n'a pas connu ce pouvoir, les libertés civiques et le système politique préoccupé de démocratie ne se mettent pas en place avant la fin de la seconde guerre mondiale. Les imperfections de la démocratie japonaise malgré les réformes de l'après guerre peuvent s'expliquer par la faiblesse du travail.

Ainsi au Japon les structures politico-économiques dans leur ensemble se caractérisent par la prééminence de l'Etat et du capital et la relative position de faiblesse du facteur travail. Il reste

le problème de la relation entre Etat et capital. La politique industrielle de l'Etat depuis Meiji montre dans une certaine mesure la préséance de l'Etat sur le capital. Mais au fur et à mesure du développement des entreprises, leur exigence d'une plus grande autonomie, d'une plus grande indépendance par rapport à l'Etat est allée croissant. On peut dire que le tournant de la politique du MITI entre la fin des années 60 et le début des années 70 montre le passage au premier plan du capital par rapport à l'Etat. A partir de cette période, l'économie japonaise commence à glisser vers un système axé sur le marché. Le néo-libéralisme qui apparaît à partir des années 80 ne signifie rien d'autre que l'autonomie du capital, sa prééminence par rapport à l'Etat.

6. Conclusion

La très forte popularité personnelle du premier ministre Koizumi est un phénomène étrange pour les chercheurs en sciences sociales. Mais on ne peut pas conclure simplement que le peuple, ou les masses sont dans l'erreur. Si on dit qu'il y a erreur, alors il faut se demander pourquoi cette erreur se produit. La forte popularité de M. Koizumi par certains côtés est soutenue par des causes non politiques symbolisées par les « produits dérivés de Koizumi ». Ignorance politique et conformisme de masse se confondent ici. Ceux-ci sont en eux-mêmes un phénomène atypique. Parmi les facteurs importants à l'origine de ce conformisme, il y a le rôle des médias. La plupart des journaux ou télévisions ont accueilli favorablement la nomination de M. Koizumi et l'ont annoncée en des termes chaleureux. L'uniformité des médias est peut-être un des maillons du conformisme japonais. Dans le monde du journalisme, les expressions « réformes structurelles » ou simplement « réformes» circulent avec un sens positif par elles-mêmes, sans que la question de leur contenu soit posée.

Même l'attitude des partis politiques vis-à-vis des réformes structurelles du gouvernement Koizumi a été conformiste. C'est normal pour les trois partis de la majorité, mais le plus grand parti d'opposition, le parti démocrate, a soutenu cette idée, comme nous l'avons vu. Seuls le parti social-démocrate et le parti communiste, partis d'opposition minoritaires, se sont opposés fondamentalement au contenu de ces réformes structurelles. Et le parti libéral d'Ozawa Ichirô a réclamé une radicalisation du projet. Il est probable que 90 % des parlementaires ont soutenu les « réformes structurelles », manifestant en cela un soutien à Koizumi égal et même supérieur à celui de l'opinion publique. Même parmi le monde des politiciens « professionnels », les spécialistes de la politique, on peut dire que domine une atmosphère conformiste. A l'exception des forces d'opposition internes potentielles au PLD, que l'on appelle les « forces de résistance ».

La conclusion de l'analyse que nous avons faite ci-dessus serait qu'un tel conformisme politique et populaire s'est installé en raison de la faiblesse au Japon des forces politiques représentant le travail : syndicats, partis de ces syndicats, partis se réclamant de la sociale démocratie. Dans la mesure où le parti démocrate est implanté dans les milieux syndicaux, il n'aurait pas dû se rallier à ce conformisme, d'après les critères européens. Mais en fait ce parti, qui a déclaré qu'il fallait s'inspirer de la « troisième voie » de Tony Blair, soutient activement dans la réalité les réformes structurelles néo-libérales. De même la confédération Rengô, qui est une organisation syndicale de niveau national, a adopté une position de non opposition vis-à-vis de ces réformes, à la condition qu'elles garantiraient le niveau d'emploi. A l'exception d'un petit nombre de partis d'opposition et d'un petit nombre d'organisations syndicales, on ne peut pas dire que les forces politiques représentant le monde du travail soient capables d'affirmer une position autonome. Pour résumer de façon sommaire la situation politico-économique japonaise, je dirais qu'au Japon n'existe quasiment aucune force de résistance au capital.

Dès lors un problème reste posé : pourquoi l'influence politique du travail est-elle faible au Japon ? Nous n'avons toujours pas répondu à cette question. Mais un article entier serait probablement nécessaire à la discussion de ce point.

A ce stade je voudrais dire que le débat sur les « réformes structurelles » est un débat très curieux. On part du présupposé que tout le monde admet les « réformes structurelles », les « réformes » en cours. Ne pas admettre les « réformes » est l'objet de critiques : on devient « passéiste » ou « traître à la patrie ». Ceci montre bien le renforcement du nationalisme. Le problème des manuels d'histoire dont nous avons parlé plus haut n'est pas sans lien avec une telle évolution. Le débat sur les « réformes » partant d'un tel présupposé, se résume alors à une discussion technique, voire pointilleuse sur comment réussir ces « réformes », comment alléger la « douleur » qui les accompagne. Du point de vue des spécialistes de sciences sociales, les problèmes importants devraient être le contenu de ces « réformes », et les conditions objectives qu'elles nécessitent, mais ces questions ne sont pas discutées. C'est très étrange. De plus, les fondements de cette politique de réformes structurelles du gouvernement n'ont pas été décidés au sein du cabinet ou à la Diète, mais par le Conseil pour la politique économique et budgétaire, organisme consultatif formé d'un petit nombre de membres. Et plus précisément, un individu, le ministre chargé de l'Economie et des finances publiques, Takenaka Heizô, en a dessiné les contours. Il est vraiment très étrange qu'une politique décidée de la sorte doive devenir l'objet d'un soutien unanime par les citoyens. Notre pays est plein de phénomènes devant lesquels, sans être Paul Bonnet, on a envie de dire: « Un étrange pays - Le Japon ».

Dans le cadre des réformes structurelles, il a été proposé de privatiser l'organisme chargé d'accorder des bourses aux étudiants ou doctorants, le *nihon ikuei-kai*. Si cette privatisation a bien lieu, les bourses seront assorties sans exception d'une obligation de remboursement avec intérêt. Mais aucun mouvement de réaction ne se manifeste parmi les étudiants. Une tendance à la réorganisation, le regroupement voire la privatisation des universités publiques se dessine, mais pratiquement aucune protestation ne s'élève de la part des enseignants de ces universités. On prévoit qu'un chômage important va apparaître suite à la résorption des créances douteuses des banques. Une loi est par ailleurs en projet pour faciliter les procédures de licenciement et modifier les habitudes d' « emploi à vie » à la japonaise. Mais comme nous l'avons vu les syndicats se contentent de demander au gouvernement une « politique d'emploi suffisante » et aucune grève ne se produit. On dit qu'avec la crise, les « suicides pour restructuration »(suicides de travailleurs ou de dirigeants d'entreprise pour cause de licenciement ou de faillite) augmentent, mais pourquoi n'y a-t-il aucun mouvement de protestation, ou de grève, avant que les gens ne se suicident ? En France ce genre de situation ne pourrait probablement pas exister. Il se cache derrière ces faits un autre problème que nous n'avons pas encore examiné. Il s'agit du problème de l'indépendance ou de l'autonomie des individus vis-à-vis de la société et de la solidarité sociale ou de son organisation, basées sur ces individus indépendants. Nous n'avons pas le loisir d'examiner cette question ici, mais les sciences sociales devront répondre sur ce mystère du soutien à ces réformes structurelles qui provoquent autant de problèmes sociaux ou encore sur la question de la popularité du gouvernement Koizumi qui conduit ces réformes.

Pour terminer je voudrais proposer une autre réflexion sur la signification de ces réformes structurelles. Comme nous l'avons étudié, vue du point de vue de l'évolution historique du Japon, la ligne politique des « réformes structurelles » du gouvernement Koizumi n'est rien d'autre qu'une prolongation des mesures néo-libérales des années 80, accélérée par la crise des années 90. Les forces motrices en sont fondamentalement les grandes entreprises multinationales, la globalisation de l'économie. Pour le capital multinational, le libre échange ou la liberté des forces du marché sont une exigence fondamentale. Les réglementations ou

ajustements du marché qui répondent aux besoins d'une économie nationale ou les systèmes de protection sociale nécessités par la vie quotidienne des citoyens d'un pays deviennent des obstacles qu'il faut supprimer quand ils entravent la libre activité économique du capital. La stabilité d'une économie nationale et la protection de la vie des citoyens par une nation n'entrent pas dans le cadre des nécessités directes pour le capital multinational. Par conséquent, il est inévitable qu'il se produise des conflits d'intérêts entre les peuples qui vivent dans le cadre du capital multinational et des économies nationales. Il ne s'agit pas d'une situation propre au Japon.

Mais dans le Japon actuel, on nous explique que des réformes structurelles sont nécessaires au rétablissement de l'économie nationale. D'après M. Koizumi « sans réformes structurelles, pas de croissance (économique) ». Le sentiment que l'économie nationale est dans une impasse, qui vient de la longue récession que le pays connaît depuis dix ans, incite les gens à soutenir les « réformes structurelles », pour venir à bout de la récession. Mais les « réformes » proposées n'ont absolument pas pour objectif premier de reconstruire l'économie nationale. Certes l'émission d'une dette publique comme mesure conjoncturelle n'a pas eu d'effet suffisant sur la récession et il est pertinent de critiquer l'insuffisance de cette mesure, mais le contenu fondamental de la politique de réformes structurelles n'a pas pour objectif le rétablissement de la conjoncture. Il faut donc dire que sur ce point les explications à destination de l'opinion publique sont manipulées. Même si l'assainissement des finances publiques et la liquidation des créances douteuses des banques sont indispensables au retournement de la conjoncture, dans le même temps, la déréglementation et le rétrécissement du secteur public n'entraîneront pas automatiquement une amélioration conjoncturelle, mais ont bien pour objectifs des bouleversements néo-libéraux de l'ensemble de la structure économique.

Les réformes néo-libérales en tant que telles ont plutôt des aspects qui entrent en conflit avec les intérêts de l'économie nationale. Mais malgré cela, au Japon, en raison du contenu double de ces réformes et du conformisme décrit, cette politique est perçue comme inattaquable. Cette situation a permis le développement très rapide des idées néo-libérales au Japon ainsi que la faiblesse de la résistance à cette avancée. Au plan international, le cas japonais est probablement vu comme une exception.

Mais la pression néo-libérale se fait sentir sur de nombreux pays, à travers la globalisation de l'économie. En effet dans la mesure où il n'existe pas de cadre efficace pour réglementer les mouvements internationaux des capitaux, ceux-ci sont investis dans les régions ou les pays les plus rémunérateurs. Le principe des réformes structurelles entreprises au Japon est de baisser autant que possible le coût des activités des entreprises pour le capital multinational et de mettre en place des infrastructures et des « ressources humaines » nécessaires aux activités des entreprises. On peut donc dire que l'évolution japonaise concourt à la globalisation néo-libérale. La société et l'économie japonaise sont bien en marche vers un modèle libéral. Mais à quel rythme et jusqu'à quel degré, rien n'est encore sûr. Pour la bonne raison que c'est lié à l'évolution du monde, celle de l'Europe incluse.

Traduction de BERLINGUEZ-KONO Noriko et Marion SAUCIER